

Lausanne, le 09.11.2025

Communiqué de presse suite au rassemblement devant le centre EVAM « Alagare » du 08.11.2025.

Mme la conseillère d'état Isabelle Moret a fait de l'EVAM le principal instrument de sa politique inhumaine et xénophobe. Le cadrage budgétaire qu'elle lui impose rendra les expulsions violentes plus faciles et détériorera encore d'avantage des conditions d'hébergement déjà indignes (cf. annexe 8 du manifeste). Les exilé.e.x.s luttent dans la souffrance, le corps médical sort de sa réserve habituelle (cf. annexe 9 du manifeste), le personnel de l'EVAM, accompagné du Syndicat des Services Publiques (SSP), vote la grève : L'État de Vaud se montre indigne de sa mission d'accueil des exilé.e.x.s !

Le 8 novembre 2025 une trentaine de bénéficiaires de l'EVAM accompagné.e.s d'une vingtaine de camarades ont libéré le foyer Alagare à Lausanne pour notamment ;

- Protéger les exilé.e.x.s contre les expulsions forcées
- Écouter et soutenir les habitant.e.s victimes d'abus de pouvoir
- S'opposer la détérioration des conditions d'hébergement (fermeture de foyer, mépris des avis médicaux)

M. Érich Dürst, directeur de l'EVAM, joint par téléphone, s'est montré totalement fermé à toute discussion constructive. Il n'a pas daigné non plus nous rassurer sur le licenciement effectif d'un collaborateur accusé de viol qu'il s'était acharné à défendre (cf. annexe 10 du manifeste).

C'est finalement la seule diligence des collaborateur.ice.s présent.e.s qui a permis de trouver un accord. Savoir que leur direction prévoit de s'augmenter grassement alors que leurs salaires souffriront des restrictions budgétaires décidées par le Conseil d'État les a peut-être incité.e.s à négocier.

Nous avons donc décidé d'accorder un sursis à l'EVAM et de quitter temporairement les lieux.

Nous prévoyons en effet d'augmenter la fréquence et la durée de ces actions jusqu'à la reprise citoyenne totale de la politique migratoire du canton.

Aidons les exilé.e.s à se libérer des griffes de Mme Moret !

Le collectif Droit de rester

Contact presse : collectif@stoprenvoi.ch

